

MINISTÈRE DES ARMÉES

RÈGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES PASSÉ SELON LA
PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES
DES ARTICLES R2124-1 à 2, R2161-1 à 5, R2162-2 à 9 ET R2162-13 à 14 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE CAYENNE

Objet de la consultation

Accord cadre mixte portant sur la réalisation de diagnostics géotechniques pour les opérations
d'infrastructures au profit des Forces Armées en Guyane.

Remise des offres

Date limite de réception : Lundi 16 Juin 2025
Heure limite de réception : 12h00 (heure locale)

SOMMAIRE

	PAGE
L'ACHETEUR PUBLIC	3
A.1 - Nom et adresse de l'acheteur public	3
A.2 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues	3
UNE REPONSE SERA ALORS ADRESSEE A TOUTES LES ENTREPRISES AYANT RETIRE LE DOSSIER.	3
A.3 - Type d'acheteur public	3
B - OBJET DU MARCHÉ	3
B.1 - Description du marché	3
B.1.1 - Type et montant du marché	3
B.1.2 - Allotissement	3
B.1.3 - Nomenclature CPV :	3
B.1.4 - Variante	3
B.2 - Délai d'exécution des prestations (à titre indicatif)	3
C - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	4
C.1 - Conditions relatives au marché	4
C.1.1 - Cautions et garanties demandées	4
C.1.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
C.2 - Forme juridique que pourra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché (le cas échéant) :	4
C.3 - Conditions particulières auxquelles est soumise la réalisation du marché	4
D - PROCEDURE	4
D.1 - Type de procédure	4
D.2 - Critères utilisés lors de l'attribution du marché	4
D.2.1 - Critère "prix des prestations"	5
D.2.2 - Évaluation de la valeur technique	5
D.3 - Négociation avec les candidats	6
D.4 - Renseignements d'ordre administratifs	6
D.4.1 - Documents contractuels et documents additionnels	6
D.4.2 - Date limite de réception des offres	6
D.4.3 - Adresse où les offres doivent être transmises :	6
D.4.4 - Langue dans laquelle les offres doivent être rédigées	7
D.4.5 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre	7
E - AUTRES RENSEIGNEMENTS	7
E.1 - Contenu du dossier de la consultation fourni au candidat	7
E.2 - Modalités de remise des candidatures et des offres	7
E.2.1 - Langue dans laquelle elles doivent être rédigées	7
E.2.2 - Par voie électronique	7
E.3 - Présentation des plis	8
E.3.1 - Documents à remettre	8
E.3.2 - Documents demandés à l'attributaire	8
E.3.3 - Modifications de détail au dossier de consultation	8
E.4 - Visite des lieux	9

L'ACHETEUR PUBLIC

A.1 - Nom et adresse de l'acheteur public

MINARM/SGA/SID
Direction d'Infrastructure de la Défense de
Cayenne
Quartier de La Madeleine
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

A.2 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Des renseignements administratifs qui ne nécessiteraient pas une réponse écrite pourront être obtenus en téléphonant à la cellule marché : 05-94-39-56-76 ou 05.94.39.58.06

Pour obtenir tout autre renseignement qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats doivent poser leurs questions par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

A.3 - Type d'acheteur public

L'acheteur public est l'État, Ministère des Armées.

B - OBJET DU MARCHE

Cet accord cadre a pour objet la réalisation de diagnostics géotechniques pour les opérations d'infrastructures au profit des Forces Armées en Guyane.

B.1 - Description du marché

B.1.1 - Type et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mixte exécuté par bons de commande ou marchés subséquents au sens des articles R2162-2 à 9 et R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Le montant maximum pour l'accord-cadre sur quatre (4) ans est de : 2 000 000 €.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

B.1.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

B.1.3 - Nomenclature CPV :

71631300-3– Services de contrôle technique de bâtiments.

B.1.4 - Variante

Le marché n'est pas ouvert à la variante.

B.2 - Délai d'exécution des prestations (à titre indicatif)

Le début de la prestation commence dès notification du bon de commande ou du marché subséquent et se termine à la réception des pièces définies au CCTP.

C - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

C.1 - Conditions relatives au marché

C.1.1 - Cautions et garanties demandées

Sans objet.

C.1.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

A) Prix du marché

Le marché subséquent ou le bon de commande issu du BPU fixe le montant correspondant à la rémunération de l'entreprise.

B) Unité monétaire

Le marché est conclu en euros.

C) Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement.

D) Règlement des comptes

Le CCAP du présent marché fixe dans son article H, les prix et mode d'évaluation des ouvrages ainsi que les variations des prix et le mode de règlement des comptes.

E) Délais de paiement

Les délais de paiement sont fixés conformément aux articles R2192-12 à R2192-26 du code de commande publique et les conditions sont indiquées dans le CCAP.

Les paiements interviendront sur présentation de factures dans un délai maximum de 30 jours.

C.2 - Forme juridique que pourra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire du marché (le cas échéant) :

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

- Néanmoins en cas de groupement conjoint :

Le mandataire devra être solidaire de ses co-traitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

C.3 - Conditions particulières auxquelles est soumise la réalisation du marché

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense.

Ils sont situés sur un site avec contrainte d'accès.

Les obligations de discrétion et les mesures de sécurité sont indiquées à l'article F.2 du CCAP.

D - PROCEDURE

D.1 - Type de procédure

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert selon les articles R2124-1 à 2, R2161-1 à 5, R2162-2 à 9 ET R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

D.2 - Critères utilisés lors de l'attribution du marché

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

1. Critère de prix des prestations : 60 % ;
2. Valeur technique : 40 %.

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par la somme du :

- nombre de points sur 100 pour le critère « prix des prestations » obtenu par le soumissionnaire affecté du coefficient 0,60 ;
- nombre de points sur 80 (proratisé sur 100 points) pour le critère « valeur technique » obtenu par le soumissionnaire affecté du coefficient 0,40.

Nota : en cas d'égalité suite au jugement des deux critères, le critère « valeur technique » sera prépondérant.

D.2.1 - Critère "prix des prestations"

Le critère "prix des prestations" sera jugé sur 100 points répartis comme suit, au regard de l'ensemble du détail quantitatif et estimatif (DQE) :

L'offre présentant le prix le plus bas (P0) se verra attribuer la note (N0) de 100.

Les offres présentant un prix supérieur (P) se verront attribuer la note N suivant le calcul suivant :

$$N = 100 * P0/P$$

D.2.2 - Évaluation de la valeur technique

La valeur technique est notée sur cent (80) points répartis comme suit :

Critères	Précisions	Appréciation	Nombre de points
Compétences, moyens humains et moyens matériels	<p>Le candidat fournira :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un organigramme simplifié de l'équipe dédié au marché, avec nom et fonction. Les coordonnées de l'interlocuteur privilégié du présent marché (fonction, nom, téléphone, mail). Il joindra les CV, les diplômes et qualification des membres de l'équipe (y compris le secrétariat, comptabilité, service de facturation), l'expérience et la date d'entrée dans l'entreprise.- Moyens matériels appartenant à l'entreprise	La pertinence des profils professionnels de l'équipe dédiée que le candidat envisage de mettre en œuvre pour la réalisation des prestations attendues (compétences, expérience de l'équipe), ainsi que les moyens mis à disposition	30
Organisation du chantier	<p>Le candidat présentera une note de synthèse pertinente et cohérente de 10 pages maximum :</p> <p>Le candidat mettra en avant sa méthodologie générale de travail, depuis la réception de la</p>	Les livrables seront appréciés au regard notamment de leur clarté, de leur pertinence et de leur complétude.	50

	<p>demande de devis sur l'adresse courriel de contact fourni par l'entreprise, jusqu'à la facturation des missions dans chorus.</p> <p>Il décrira, qui, quand, comment et la durée de chaque étape pour une mission G2.PRO (par exemple : pour la construction d'un bâtiment R+2 à Cayenne sur le Quartier de la Madeleine).</p> <p>Si le candidat utilise un sous-traitant pour accomplir certaines tâches, il présentera les actions menées par son ST.</p>		
--	---	--	--

En fonction de la qualité des éléments fournis, il sera appliqué, aux critères précédemment définis, les coefficients suivants :

Très satisfaisant	1
Satisfaisant	0,8
Moyen	0,50
Peu satisfaisant	0,25
Elément non fourni ou passable	0

Toutes les notes sont attribuées aux candidats au vu des informations contenues dans le mémoire technique et conformément aux plages de notation définies précédemment.

IMPORTANT : le mémoire technique est indispensable au jugement de la valeur technique des offres des soumissionnaires. **Son absence conduira à déclarer l'offre irrégulière.**

D.3 - Négociation avec les candidats

Sans objet.

D.4 - Renseignements d'ordre administratifs

D.4.1 - Documents contractuels et documents additionnels

A) Date limite et conditions d'obtention

Sans objet.

B) Conditions et mode de paiement des cautions

Sans objet.

D.4.2 - Date limite de réception des offres

Les dossiers devront parvenir impérativement avant la date figurant en page de garde du présent règlement de consultation.

D.4.3 - Adresse où les offres doivent être transmises :

Les candidats devront transmettre leur offre par voie électronique sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

La copie de sauvegarde doit être déposée en format numérique (USB) ou papier à l'adresse suivante :

Direction d'infrastructure de la Défense de Cayenne

Division administration

Quartier de la Madeleine

97300 CAYENNE

D.4.4 - Langue dans laquelle les offres doivent être rédigées

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

D.4.5 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Le délai de validité des offres est fixé dans l'acte d'engagement (Cf. article 1). Il est de **six (6) mois**. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres figurant en page de garde du présent règlement de consultation.

E - AUTRES RENSEIGNEMENTS

E.1 - Contenu du dossier de la consultation fourni au candidat

Les documents de consultation (DC) sont remis gratuitement à chaque candidat et contient les pièces suivantes :

- le DC1, le DC2 et DC4 ;
- l'avis d'appel à la concurrence (AAC) ;
- le règlement de consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'attestation sur l'honneur ;
- la fiche d'auto contrôle ;
- l'arrêté ministériel du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
- la fiche de renseignements sur l'entreprise.

E.2 - Modalités de remise des candidatures et des offres

E.2.1 - Langue dans laquelle elles doivent être rédigées

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

E.2.2 - Par voie électronique

Remise de l'offre obligatoirement sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Important : Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde (clé USB ou papier) conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde. L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

E.3 - Présentation des plis

E.3.1 - Documents à remettre

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Documents relatifs à la candidature :

- DC1, DC2 ou DUME (intégralement renseignés) et les attestations sur l'honneur et renseignements conformes à l'article R 2143-3 du code de la commande publique ;
- la fiche de renseignements des entreprises ;
- un RIB ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- références sur les trois (3) dernières années de prestations similaires avec attestations de bonne exécution ou tout document permettant d'attester de la satisfaction du client, ainsi que le montant de l'opération et les coordonnées téléphoniques du maître d'ouvrage.
- dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire, une copie du jugement.

Une partie des documents administratifs peut être intégrée sur le site des marchés publics.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

Documents relatifs à l'offre :

- un acte d'engagement (AE et ses annexes dont le bordereau de prix unitaires) : à compléter, dater et signer (signature électronique n'est pas possible, il sera signé ultérieurement) par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché ;
- un mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour assurer l'exécution du marché. Ce mémoire comprend la description des actions que le candidat s'engage à mettre en œuvre afin de remplir sa mission, ainsi que tous les documents relatifs aux références demandées et éléments servant à définir la valeur technique de l'offre (Cf. art. D.2.2 du présent règlement de la consultation) ;
- une décomposition détaillée du BPU, faisant apparaître les charges, le coût de la main d'œuvre, la location, la sous-traitance...

Rappel : - Tous les documents énoncés au paragraphe E.3 du présent règlement de la consultation et nécessaires au jugement de l'offre du candidat conformément aux critères énoncés dans le même paragraphe doivent impérativement être présents dans l'offre du candidat sous peine de rejet de celle-ci.

E.3.2 - Documents demandés à l'attributaire

Conformément aux articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique, le marché ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve qu'il produise dans un délai de dix (10) jours, à compter de la date de réception de la demande de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

E.3.3 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

E.4 - Visite des lieux

Sans objet.

À Cayenne, le... 12/05/2025

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe Emmanuel RICHARD
directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne

